

Plusieurs ONG signent une tribune "Pour un printemps climatique et social"

par **France Inter**

publié le 13 mars 2019 à 6h05

Partager

Les manifestations pour le climat vont-elles devenir des manifestations de salariés pour plus de justice sociale ? C'est en tout cas le pari de différentes ONG et organisations syndicales qui signent ce mercredi une tribune intitulée "Pour un printemps climatique et social". Parmi les signataires ATTAC, Oxfam et la CGT



Plusieurs ONG signent une tribune "Pour un printemps climatique et social" © Maxppp / Le Pictorium / Laurent Paillier

Nous marcherons ensemble - pour un printemps climatique et social

"Le 16 mars, nous serons dans la rue, à l'appel de centaines d'organisations associatives et syndicales, de mouvements citoyens, de gilets jaunes. Que l'on marche pour le climat, pour la justice sociale ou contre les violences policières et contre tous les racismes qui gangrènent la société et les institutions, nous marcherons ensemble. Nous dénoncerons les effets d'un capitalisme financier qui fait exploser les inégalités sociales et qui exploite toujours plus la nature, sans tenir compte des désastres écologiques engendrés. Nous dénoncerons toutes les formes de discriminations, les agissements des multinationales, des banques, des institutions financières et la politique du gouvernement, qui favorise ce système tout en dénigrant et en réprimant les mouvements qui s'y opposent. Nous y porterons l'espoir d'une société égalitaire, respectueuse de la dignité des personnes et de notre environnement, basée sur la coopération, la solidarité et le partage, prenant le contre-pied de notre système actuel.

Les personnes, les mouvements, les organisations qui luttent dans ce sens sont incessamment réprimés et violentés, parfois tués. La norme semble inversée : celles et ceux qui défendent l'intérêt général sont traités comme des criminels. Depuis le début des manifestations des gilets jaunes, ces violences ont notamment fait des milliers de blessé.e-s, dont certain.e.s gravement, plus de 20 mutilé.e.s et un décès. D'une manière générale, nous exigeons vérité et justice pour toutes les victimes de violences policières et nous opposons à l'usage de techniques d'immobilisation et des armes mortelles utilisées par la police. Nous dénonçons la loi "anticasseurs", qui s'attaque au droit de manifester. Ces violences s'ajoutent à celle de l'Etat, exercée contre toute une partie de sa population, contre les plus pauvres, contre les personnes racisé.e.s, contre les migrant.e.s, chassé.e.s et traité.e.s dans des conditions indignes. Dans un contexte où le racisme progresse, nous nous soulevons contre toutes les formes de discriminations qui privent leurs victimes de leurs droits à l'embauche, au logement, à la santé, à l'éducation.

Malgré toute cette violence subie, nous ne nous tairons pas. La situation dans le monde ne fait que se dégrader. La multiplication d'événements climatiques extrêmes le montre : il y a urgence à combattre le réchauffement climatique et le contenir en deçà de 1,5°C, comme le propose le dernier rapport des experts du climat, le GIEC. Il s'agit de diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, alors qu'elles sont reparties à la hausse (+3,2% en France en 2017) du fait de politiques climaticides menés par les gouvernements, dont celui de la France. Nous voulons un gouvernement qui stoppe ces politiques et prenne des mesures fortes en faveur du climat. Le mouvement des gilets jaunes met quant à lui dans le débat public l'état de notre démocratie et l'ensemble de la politique sociale et fiscale du gouvernement. Aux fins de mois de plus en plus difficiles d'une majorité de la population et alors que l'évasion fiscale n'a jamais été aussi importante, accéder à l'emploi, à une éducation décente, à un logement salubre, aux services de santé, à une alimentation saine... relève déjà de l'impossible pour beaucoup. Or, le gouvernement ne répond pas à ces colères. Pendant qu'il prétend mener un grand débat, il poursuit sa politique néolibérale.

Pour garantir à chacun.e une existence digne, il faut rompre avec cette politique pour partager les richesses, tout en répondant aux impératifs écologiques : faire payer d'abord les plus grands pollueurs, restaurer des services publics et commerces de proximité, financer massivement les transports en commun quotidiens et la rénovation et l'isolation des logements, cesser les accords de libre-échange et relocaliser les activités... Il faut dans le même temps respecter le principe de l'égalité dans l'accès aux droits et mettre en place une politique de liberté de circulation et d'installation. Ces alternatives et bien d'autres sont à la fois justes socialement et efficaces écologiquement. Fin du monde et fin du mois relèvent du même combat.

Nous marcherons donc ensemble, parce que nos combats sont les mêmes et que nous pointons les mêmes responsables. **Samedi 16 mars à 15h, dans tous les rassemblements qui auront lieu partout en France, le même geste symbolique montrera que nos mobilisations ne s'opposent pas et ne nous divisent pas, bien au contraire.**

Premiers signataires :

- Action-Aid Peuples Solidaires, Birthe Pedersen, Présidente
- Association des travailleurs maghrébins de France, Nacer El Idrissi
- Association Adéquations, Yveline Nicolas, coordinatrice
- Attac France, Aurélie Trouvé, Porte-parole
- BLOOM, Sabine Rosset, Directrice Générale
- Carre Geo & Environnement France, Ibrahim MBAMOKO, Secrétaire Executif
- CCFD Terre Solidaire, Benoit Fauchaux, Délégué Général
- Coordination Eau Île de France, Jean Claude Olliva, Directeur
- Coalition internationale des Sans-Papiers et Migrant-e-s, intégration 21
- Coalition internationale des Sans-Papiers et Migration-e-s 75, Sissoko Anzoumane
- CGT, Philippe Martinez, Secrétaire Général
- Comité vérité et justice pour Adama, Youcef Brakni et Assa Traoré
- Collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri, Omar Slaouti
- Collectif Enseignants pour la Planète
- Collectif Sarthois "Pour une Terre plus Humaine", Georges LEMEE, Président
- Collectif Vies volées, Collectif Vérité et Justice pour Lamine Dieng, Ramata Dieng
- CRID, Emmanuel Poilane, Président
- Droit au logement, Jean-Baptiste Eyraud, Porte-parole
- Ende Gelande France

- France Nature Environnement, Michel Dubromel, Président
- Front Uni des immigrations et des quartiers populaires, Said Bouamama
- Fondation Copernic, Janette Habel
- Fondation ELYX, Yacine AIT KACI, Vice-Président
- France Libertés, Jérémie Chomette, Délégué Général
- Le Mouvement, Elliot Lepers, Directeur Général
- Ligue des droits de l'homme, Malik Salemcourt, Président
- Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, Jean-François Quantin, Co-président du MRAP
- Notre Affaire à Tous, Clotilde Bato, Présidente de Notre affaire à tous
- Oxfam France, Cécile Duflot, Déléguée Générale
- Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Jean-Louis Marolleau, Secrétaire Exécutif
- Sherpa, Sandra Cossart, Directrice
- SOL, Alternatives Agroécologiques et solidaires, Jacques Godard co-président
- Sciences Citoyennes, Kevin Jean, Président
- Union syndicale Solidaires, Eric Beynel, Porte-parole
- Zone de solidarité populaire, Paris 18eme, Denis Godart
- ZEA, Olivier Dubuquoy
- 350.org, Clémence Dubois, Porte-parole